

La démocratie en guerre : l'impérialisme et sa légitimation

par Kamil Majchrzak*

Introduction

Karl Marx a déjà fait observer que tous les grands événements et personnages historiques se produisent toujours deux fois : la première fois comme tragédie, la seconde comme farce¹. Plus d'un demi-siècle après sa première publication à New York, il n'est donc pas surprenant que la lecture des « Origines du totalitarisme » fournisse un précieux outil d'analyse de la société bourgeoise.

Dans cette perspective, la force de l'étude d'Hannah Arendt est de situer l'origine de l'impérialisme et de la domination totale qui en découle, dans un capitalisme en expansion globale. Arendt met en évidence que l'industrialisation de l'Europe menée sous l'économie capitaliste s'est accompagnée d'une énorme croissance des richesses, mais « ceci, dans un système social fondé sur une distribution inégalitaire » entre les différentes couches de la population². Se référant à Rosa Luxembourg, elle place ainsi l'accumulation de capital au centre de ses recherches. La théoricienne et révolutionnaire juive polonaise qu'Arendt tenait en grande estime, a établi que l'impérialisme « se manifeste par la concurrence entre les capitalismes nationaux autour des derniers territoires du monde non capitalistes encore libres »³.

L'apport d'Arendt est d'avoir fait le rapprochement entre l'appréciation de Luxemburg selon laquelle l'impérialisme est « l'expression politique du processus de l'accumulation capitaliste »⁴ et l'érosion de l'Etat-nation. Ce faisant, elle souligne le lien entre le déclin de la démocratie -qui commence avec la corruption de l'administration à laquelle les classes possédantes se sentaient tenues- et l'irresponsabilité institutionnalisée de la bureaucratie : leur concomitance a rendu Auschwitz possible. C'est pourquoi le totalitarisme ne peut pas être défini comme une négation de la civilisation occidentale, mais comme sa « manifestation pathologique »⁵.

Face à la dégénérescence et à la mise au pas de l'opinion publique après les attentats du 11 Septembre 2001, l'absence de pensée des élites, des intellectuels et des médias du système global qu'est « l'économie de marché et la démocratie »⁶ se retrouvent doublement sous nos yeux. La publication des « Origines du totalitarisme » en 1951 coïncidait avec une période marquée par un anticommunisme insensé. Devant une nouvelle vague de Maccarthysme, la critique d'Arendt a l'encontre de l'obéissance absolue et du conformisme aveugle, redouble de sens pour le présent. C'est là, précisément, l'ironie de l'histoire décrite par Marx. La loi de lustration qui vient d'entrer en vigueur en Pologne et le révisionnisme historique institutionnalisé, constituent le paroxysme du processus à l'œuvre en Europe de l'Est. Il s'agit de rendre toute alternative au capitalisme impensable. Les révisionnistes polonais n'imitent pas seulement Ernst Nolte et la querelle historique de 1986 en Allemagne. Le débat sans relief sur le totalitarisme ne vise pas seulement à relativiser les crimes commis par les nazis. Il s'agit de fondre les origines de la domination totale dans la démocratie

* Doctorant à l'université européenne Viadrina de Francfort (Oder) et rédacteur de l'édition polonaise du Monde Diplomatique, membre de la société allemande de sociologie (sociologie du droit). Avec sa thèse intitulée „les fondements juridiques dans le droit national international de l'envoi à l'étranger de troupes militaires polonaises à l'étranger“, il tente d'apporter une contribution à l'explication de la participation d'Etats démocratiques à des guerres.

¹ Cf. Marx, Karl: Der achtzehnte Brumaire des Louis Bonaparte, MEW 8, (1960), p. 115.

² Arendt, Hannah: Elemente und Ursprünge totaler Herrschaft, 8. ed., München 2001, p. 333

³ Luxemburg, Rosa: Die Akkumulation des Kapitals (GW, tome 5), 1990, p. 391.

⁴ Luxemburg, Rosa: Die Akkumulation des Kapitals (GW, tome 5), 1990, p. 391.

⁵ Traverso, Enzo: Totalitarismus. Vom Nutzen und Nachteil eines umkämpften Begriffs, Fantomas No. 10, 2006, p. 10-13 (13).

⁶ Cf. Kurz, Robert: Totalitäre Ökonomie und die Paranoia des Terrors, trend online zeitung 09/2001.

bourgeoise. Cette stratégie de dissimulation est mise en œuvre partout où le racisme de la législation européenne sur les frontières, le néolibéralisme et le militarisme sont éloignés de leur source pour devenir un primat de la constitution européenne ou conduire à des violations massives des droits de l'homme dans le cadre de ce que l'on appelle la lutte contre le « terrorisme ». De cette façon, le totalitarisme économique occidental parvient à réduire la théorie critique au silence⁷. En menant sa chasse aux sorcières, la Pologne alimente aussi le syndrome de renégationnisme et de conversion en Europe de l'Ouest, syndrome qui se manifeste au niveau d'une intelligentsia privée de repères depuis la fin du conflit Est-Ouest. Cette chasse aux sorcières reflète dans le même temps la pensée de cette intelligentsia, convaincue d'une « fin de l'histoire » -depuis au plus tard la chute du mur de Berlin- et qui a accepté le capitalisme comme un fait que l'on ne saurait remettre en question⁸.

Si les études d'Hannah Arendt contribuent à expliquer la participation croissante des démocraties à des guerres et le déclin inhérent de la sphère publique, elles permettent aussi de comprendre la transformation « démocratique » en Europe de l'Est.

L'ampleur de cette farce historique est mesurable à trois phénomènes. Depuis le début des années 90, un processus de régression du droit international se déroule sous nos yeux. Il réduit le droit à un mécanisme décisionnel de Hobbes. Les procédures de décision des normes et du droit positif sont placées sous le primat de la politique⁹. Dans ce contexte, les guerres offensives des démocraties postmodernes sont justifiées par un *ultima ratio* de violence, une « intervention humanitaire » ou par la nécessité de « défendre les droits de l'homme ».

L'assujettissement de la politique intérieure à la politique extérieure se double d'une sécurisation de la vie sociale et de la destruction de la sphère publique. Une érosion progressive et une ritualisation des procédures démocratiques et juridiques accompagnent ce processus.

La fin du conflit Est-Ouest en 1989 et la transformation du système en Europe de l'Est se révèlent être, dans une perspective régionale, l'antithèse des promesses démocratiques et des garanties pour les droits de l'homme promulguées en 1789. Sur le plan économique et politique, la déroute de l'expérience socialiste conduit à un recul social d'une ampleur inédite et à l'appauvrissement de larges catégories de la population. Ce recul social n'est en rien le signe d'une transformation démocratique réussie. Mais au contraire la preuve d'une régression institutionnelle à la périphérie du capitalisme¹⁰.

Le concept d'impérialisme chez Hannah Arendt

L'apport spécifique des recherches d'Hannah Arendt est de ne pas avoir défini l'impérialisme comme un simple problème de politique extérieure ou de politique coloniale. En s'appuyant sur la théorie de l'accumulation de Rosa Luxemburg, elle l'a très étroitement associé à l'émancipation politique de la bourgeoisie et au développement de l'Etat-nation. La bourgeoisie a pu devenir la classe dirigeante de la société, tout en renonçant à gouverner. Tant que l'Etat-nation était intact, la quasi-totalité des décisions politiques revenait à ce dernier¹¹.

⁷ Cf. Kurz, Robert: Totalitäre Ökonomie und die Paranoia des Terrors, trend online zeitung 09/2001.

⁸ La rédaction de l'édition allemande du Monde Diplomatique a fait preuve d'une obéissance empressée pour empêcher la publication d'un article critique d'Ignacio Ramonet. Cf. Majchrzak, Kamil: „Was ist so schlimm daran?“, Freitag No. 17 (27.04.2007).

⁹ Cf. Fischer-Lescano, Andreas: Redefining Sovereignty via International Constitutional Moments?, Constitutionalism WEB-Papers Nr. 1/2005, p. 5 f.

¹⁰ Selon les chiffres de l'institut national des statistiques Główny Urząd Statystyczny (GUS), 59% de la population polonaise, soit 23 millions de personnes, vivent sous le minimum social (c'est à dire avec moins de 800,- PLN = 200 euros par personne et par mois). Ces deux dernières années, 12 à 13% des Polonais vivaient sous le seuil de pauvreté (c'est à dire avec moins de 371,- PLN, soit 100 euros par personne et par mois). Paradoxalement, c'est en Pologne que le Solidarnosc a vu le jour, syndicat qui a introduit le processus de transformation de 1989. Le pays affiche aujourd'hui le taux de syndicalisation le plus faible en Europe (environ 8%) et un manque de tarifs minimums de branche. Données du GUS consultables à l'adresse suivante:

http://www.stat.gov.pl/cps/rde/xchg/gus/hs.xml/45_1160_PLK_HTML.htm

¹¹ Arendt, Hannah: Elemente und Ursprünge totaler Herrschaft, 8. ed., München 2001, p. 285.

Pourtant dès les années 1870-1880, il est clairement apparu que le développement moderne, industriel et économique en Europe avait atteint une capacité qui dynamitait les frontières de l'Etat-nation. Paradoxalement, cela l'a amené à appeler l'impérialisme à son secours. Le plan de sauvetage en est resté à l'intention d'une « expansion de la volonté d'expansion ». Il marquait dans le même temps la contradiction entre un territoire national étroitement limité et une capacité économique quasi-illimitée¹².

L'analyse d'Hannah Arendt part du constat que cette expansion n'était liée ni à la conquête, ni à l'annexion d'une quelconque zone géographique. Mais que le processus d'accumulation du pouvoir correspondait en fin de compte à l'accumulation du capital¹³. Jusqu'à ce que l'Etat-nation ne puisse plus fournir les conditions nécessaires à l'économie capitaliste et assurer la reproduction de la force de travail. Cette contradiction est alors apparue dans sa forme originelle : l'exploitation du travail salarié. Mais pas dans un conflit ouvert entre l'Etat-nation et la bourgeoisie, qui sait utiliser sa violence avec tout le potentiel de cet instrument pour atteindre ses propres objectifs économiques. Le changement est intervenu quand la bourgeoisie, en faisant la promotion du fascisme et de la domination totalitaire, a initié son auto-destruction. L'impérialisme était le résultat de la tentative de l'Etat-nation « de survivre en tant qu'Etat, dans les conditions d'une industrie et d'une économie moderne c'est à dire dans les nouvelles conditions de vie des peuples européens, qui très vite devaient devenir les conditions de vie de la terre entière »¹⁴.

Apartheid institutionnel et empire

La vraie découverte d'Hannah Arendt est de ne pas avoir réduit le ressort de l'impérialisme à des fonctions purement économiques, mais d'avoir mis en évidence « sa structure politique effective, la tentative de catégoriser l'humanité en races d'hommes et d'esclaves, en « *higher et lower breeds* », en Noirs et en Blancs, en citoyens et en une « force noire »¹⁵. Aujourd'hui encore, les démocraties modernes d'Europe tentent de se définir en premier lieu par rapport à leurs ennemis supposés. La notion d'intégration a ainsi subi un renversement complet par rapport à la période coloniale. L'introduction du concept « d'intégration » pendant la période coloniale visait encore à définir un système juridique, qui devait donner un statut aux colonisés. Après que les « travailleurs immigrés » eurent reconstruit l'Europe en ruine après la seconde guerre mondiale, « l'opinion publique démocratique » a pris conscience à la fin des années 70, que les immigrés s'installaient durablement et que leurs enfants aspiraient à l'égalité de droits. C'est ainsi qu'on a recommencé à parler d'intégration, comme s'il s'agissait d'établir à nouveau une frontière entre les vrais citoyens de la République, les Français ou les Allemands c'est selon, et les « étrangers ».

Le sociologue Mathieu Rigouste a étudié la corrélation entre les crises du capital et la résurgence de discours racistes et xénophobes. Ses conclusions sont sans illusion : « A chaque crise du capital resurgit l'équation „étranger égal chômeur, voleur de travail“. Dès que le taux de croissance chute, ce discours réapparaît. Avant même la crise avec l'OPEP. Et cela n'a pas changé depuis »¹⁶. Le déclin institutionnel de la démocratie apparaît également dans cette relation dialectique.

Hannah Arendt expliquait cette contradiction par l'impossibilité pour la Nation de constituer un Empire, du fait de sa conception politique basée sur la trinité du territoire, du peuple et de l'Etat. Du

¹² Arendt, Hannah: Nationalstaat und Demokratie (1963). Manuscrit non publié de son introduction à une discussion avec le politologue et publiciste Eugen Kogon. Consultable sur: <http://www.hannaharendt.net/>

¹³ Arendt, Hannah: Elemente und Ursprünge totaler Herrschaft, 8. ed., München 2001, p. 326.

¹⁴ Arendt, Hannah: Nationalstaat und Demokratie (1963).

¹⁵ Arendt, Hannah: Elemente und Ursprünge totaler Herrschaft, 8. ed., München 2001, p. 288 et suiv. La traduction française étant basée sur le texte anglais, ce passage manque dans la traduction française. Par contre, il est présent dans la version allemande autorisée par Hannah Arendt, qui sert de base à la présente intervention.

¹⁶ "Wer sind die wahren Franzosen?", Entretien avec Mathieu Rigouste in Freitag No. 16 (20.04.2007).

point de vue de l'Etat-nation il était donc primordial, après une conquête, « d'assimiler des populations étrangères et de les forcer à accepter le fait qu'il ne peut pas les intégrer »¹⁷.

Cette conciliation impossible s'exprime à travers un autre aspect : l'attitude ambivalente du mouvement ouvrier face à l'impérialisme et à la domination nazie qui a suivi. L'embarras nationaliste de la classe ouvrière -malgré l'Internationale- déboucha sur un enthousiasme pour la première puis la seconde guerre mondiale. Sa mésalliance avec la bourgeoisie donna lieu à une « trêve » et atteint un summum avec le vote traître des crédits de guerre par la social-démocratie en 1914. Rosa Luxemburg, dans l'assassinat de laquelle le parti socialiste allemand porte une responsabilité, ne put empêcher cette évolution.

L'impérialisme dissimulait un antagonisme social bien réel. Il abusa l'Etat-nation en lui concédant tous les « principes unificateurs » perdus ensuite au cours de conquêtes et d'injustices juridiques. On peut à nouveau y voir les prémisses de la bourgeoisie en matière de politique intérieure, qui entendait imposer son émancipation et sa domination politiques au-delà des classes (et des partis politiques)¹⁸.

Cette domination se trouva menacée au moment où les frontières de l'Etat-nation firent obstacle à la poursuite de son expansion. Car à la différence de l'Etat-nation, l'impérialisme ne signifie pas la création d'un Empire qui reposerait sur l'autorité d'une législation valant pour tous. Il signifie apartheid. Le dépassement des frontières est à l'impérialisme ce que la construction d'un mur frontalier est à l'Etat-nation.

La contradiction entre la structure politique de la Nation et la tentative de création d'un Reich impérial est aujourd'hui perceptible partout où la politique extérieure devient synonyme d'assouvissement des besoins de l'expansion économique. A partir des stratégies de justification des démocraties modernes, on définit une politique intérieure mondiale. Pour cela, on introduit dans la politique extérieure un élément qui est l'origine nationale. Malgré les débats sur la globalisation, les guerres impérialistes contemporaines continuent d'être légitimées politiquement avec le vocabulaire de la politique intérieure, par l'évidence d'une menace pour l'Etat-nation. En référence à Arendt, la globalisation peut être dénoncée comme la même et paradoxale tentative de sauvetage de la bourgeoisie, que celle qui entendait prolonger la vie du capitalisme à travers l'impérialisme au XIXème siècle.

Dans ce sens, il n'est guère surprenant que les Etats-Unis comme les Etats membres de l'Union européenne mettent à mal le droit à l'auto-défense nationale à l'intérieur de l'OTAN, en faisant valoir la nécessité de faire respecter les droits de l'homme dans des pays étrangers pour légitimer leurs guerres. Il serait logiquement impossible de développer cette stratégie sans préparer l'opinion publique nationale par un discours raciste contre « l'ennemi intérieur »¹⁹. Ainsi, une *guerre de préemption* s'inscrivant dans la stratégie de défense des Etats-Unis et de l'Union européenne, ne signifie pas autre chose que la défense face à l'intérieur. Et la logique qui se tient derrière ce raisonnement foule aujourd'hui au pied les droits civiques, limite les libertés et conduit à une « sécurisation »²⁰ de la vie sociale dans son ensemble. Mais le concept de *guerre de préemption* n'est original qu'en apparence. Car l'origine du mot *préemption*²¹ n'est pas politique. Il relève du champ de la spéculation commerciale. Associé au concept de guerre, il renvoie à l'essence de l'impérialisme, c'est à dire à l'accumulation de capital qui ne connaît pas de frontières.

¹⁷ Arendt, Hannah: *Elemente und Ursprünge totaler Herrschaft*, 8. ed., München 2001, p. 290. Cette citation est tirée de la version allemande du texte de Arendt. Elle manque dans la version française.

¹⁸ Arendt, Hannah: *Elemente und Ursprünge totaler Herrschaft*, 8. ed., München 2001, p. 285. Cette citation est tirée de la version allemande du texte de Arendt. Elle manque dans la version française.

¹⁹ Cf. "Wer sind die wahren Franzosen?", Entretien avec Mathieu Rigouste in Freitag No. 16 (20.04.2007).

²⁰ Le concept de „Versicherheitlichung“ (fr. : sécurisation) symbolise bien le l'action linguistique des *securitizing actors*. A travers leurs propos, ils présentent dans la sphère publique des phénomènes et des rapports entre différents événements comme une menace pour la sécurité et veulent imposer différentes mesures -allant d'interventions militaires jusqu'à une limitation des droits fondamentaux- comme une solution appropriée au problème.

²¹ „Préemption“ (lat; pré- et *emptio*: achat) signifiait dans le droit romain la „revendication d'une priorité à l'achat“. Cette notion a été réintroduite pendant la colonisation de l'Ouest des Etats-unis par des colons non-autochtones. Ce n'est pas un hasard si la National Security Strategy (NSS) des Etats-unis utilise le concept de „pre-emptive strike“ pour légitimer une offensive contre un danger qui ne se manifesterait que dans l'avenir.

Mais cela permet aussi au niveau international, d'essayer de dissimuler le fait que le droit international repose sur l'égalité souveraineté des Etats. La guerre –comme ses apologistes se plaisent à la nommer aujourd'hui encore- est pourtant proscrite en tant qu'« instrument de la politique nationale » depuis la signature du pacte Briand-Kellog en 1928. L'interdiction de l'emploi de la force interétatique, reprise dans l'article 2.4. de la charte des Nations Unies, appartient depuis longtemps au *ius cogens*.²².

Cette confusion entre intérieur et extérieur, entre Nation et Empire, est également perceptible à l'attractivité du discours sur les droits de l'homme depuis le début des années 90. Dans la continuité de la guerre contre le « terrorisme », on s'interroge souvent, dans de nombreuses démocraties et notamment en Allemagne et aux Etats-Unis, sur la légalité de la torture. On y a déjà recours en Europe pour des catégories soigneusement choisies de personnes : les immigrés dans les centres de rétention²³, les *unlawful combatants*²⁴ à Guantanamo ou des prisonniers dans le cadre des vols secrets de la CIA. En attendant, les ministres de la défense des Etats concernés assurent qu'ils font tout leur possible pour garantir le respect des droits de l'homme.

Hannah Arendt parlait à ce niveau de la « fantastique confusion et l'introduction d'une nouvelle terminologie dans les sciences historique et politique »²⁵. Rien qu'à travers les concepts de « policier du monde » ou « d'Empire », on perçoit la divergence entre cause et effet. L'Europe et les Etats-Unis ont bien conscience de leur influence dans l'opinion. Elle leur a permis de faire passer l'islamophobie pour une vertu éclairée. Mais cela ne saurait suffire à tromper sur l'objectif : ce ne sont pas les droits de l'homme qui sont exportés, mais un capital excédentaire.

La destruction de la sphère publique

Pour rendre ce « spectacle sanglant » plus supportable chez soi dans l'opinion publique, il est indispensable de court-circuiter la critique et de marginaliser l'opposition. Après l'effondrement du bloc de l'Est, les intelligentsias déboussolées se sont retrouvées, de part et d'autre de l'ancien rideau de fer, dans une sorte de cursus de reconversion idéologique. Les renégats et les « néo-réacs » trouvèrent une nouvelle raison d'être dans des attributions portant sur l'identité religieuse et l'essentialisme culturel. Ils sont devenus républicains. Leur pensée collait au discours sur « l'ennemi intérieur » et attribuait aux « philosophes des Lumières » un rôle dans la politique et dans l'histoire mondiales. La nouvelle intelligentsia unanime -comme déjà ses prédécesseurs au XIX^{ème} siècle- dissimula le « curieux mélange d'export de capital, d'absurdité de races et de machine administrative bureaucratique, qui se donnait lui-même le nom ronflant d'impérialisme », par des comparaisons qui devaient évoquer les conquêtes d'Alexandre ou de César ou encore la création du Reich au moyen-âge.

Il n'est pas étonnant que des apologistes de « l'intervention humanitaire » comme Joseph Nye, Michael Ignatieff ou Anne-Marie Slaughter souhaitent définir un nouveau droit international affranchi du « passe-partout » de l'export de capital²⁶. Mais on est surpris quand l'un d'entre eux, Michael Ignatieff, se prévaut pour cela d'Hannah Arendt. Le cantique des cantiques de l'impérialisme est aujourd'hui joué à la cadence de l'hymne des Marines américains, qu'Ignatieff entonna²⁷ dans son discours de remerciement à l'occasion de la remise du prix Hannah Arendt à Brême en 2003.

²² Par *ius cogens*, on entend les normes contraignantes du droit international qui ne peuvent être remises en question ni par un traité ni par le droit coutumier. Comptent notamment parmi ces normes, l'interdiction du recours à la force et l'interdiction de génocide.

²³ Cf. Majchrzak, Kamil: *Qualitätsgesicherte Folter*, Junge Welt (17.02.2005), p. 3.

²⁴ Par *unlawful combatants* ou *illegal combatant* certains Etats désignent des personnes participant à des conflits guerriers et qui sont exclus du champ d'application de la troisième Convention de Genève du 12 août 1949 relative au traitement des prisonniers de guerre (Convention de Genève).

²⁵ Arendt, Hannah: *Elemente und Ursprünge totaler Herrschaft*, 8. ed., München 2001, p. 301.

²⁶ Cf. Mayntz, Renate: *Embedded Theorizing. Perspectives on Globalization and Global Governance*, MPIfG Discussion Paper 05/14.

²⁷ Ignatieff cite la première partie de l'hymne officiel de l'infanterie des marines américains : „Des murs de Montezuma Aux rives de Tripoli“. Les „murs de Montezuma“ renvoient à la guerre américano-mexicaine de 1846–1848 et les « rives de Tripoli » à la guerre de Tripoli entre les Etats-Unis et les Etats nord-africains de 1801–1805.

L'intervention d'Ignatieff constitue un exemple caractéristique de l'appropriation de la pensée d'Arendt par les conservateurs, ainsi que de la confusion conceptuelle contre laquelle elle avait mis en garde. Purgé de la critique de la société bourgeoise, le concept de « totalitarisme » en particulier est transformé en invective politique. L'analyse de l'expansion du capital devient un appel moral en faveur du « sentiment de responsabilité vis à vis de la réalité »²⁸.

Les informations quotidiennes sur les attentats en Irak, les photos d'êtres humains réduits à des « dommages collatéraux »²⁹ en Afghanistan ou les préjudices causés par la contamination radioactive liée à l'utilisation de bombes à uranium appauvri en Bosnie et en Serbie, parlent une langue sans équivoque. Ce n'est pas le concept « d'Empire » qui les rendra plus supportables.

Cela suffit à donner mauvaise conscience dans les salons des intellectuels bourgeois. En guise de justification, l'ennemi doit être stylisé en un « barbare » qu'il faut assujettir à une loi supérieure. Cette légitimation repose sur la croyance de l'intelligentsia en la supériorité du conquérant et au consentement préalable des colonisés à leur propre extermination. Et les droits de l'homme devraient, paraît-il, faciliter l'invasion. Cette méprise devient une imposture, quand les appels moralisants masquent le fait que la violence est directement et indirectement un produit de cette société mondiale éclairée.

En invoquant la « vérité », Ignatieff laisse transparaître la crainte de l'Empire de voir le monopole de la construction de la vérité lui échapper à mesure que l'opposition publique se renforce. Car l'opinion publique empêche les hommes politiques impérialistes d'adopter les mesures autorisant les massacres administratifs³⁰. Pour imposer une telle politique, la sphère publique doit être contrôlée et entièrement détruite à terme. Les hommes politiques ont été les premiers à ne pas éprouver de honte quant à leur mépris du Parlement et de l'opinion publique. C'est précisément en cela que consiste la tragique renaissance du concept de totalitarisme après la chute du mur de Berlin. La critique du totalitarisme, objet d'un monopole unilatéral, ne porte en réalité que sur la dimension criminelle du communisme. Les alternatives de gauche sont estampillées « stalinisme » et renvoyées à leur « vrai visage »³¹. Pourtant la pensée totale n'est autre que celle des « nouveaux colonisateurs » qui entendent pénétrer le monde par effraction au nom des droits de l'homme.

Pouvoir

Pour Hannah Arendt, ce n'est pas avec la corruption de la politique nationale que commence la tragédie de l'impérialisme. Mais avec la prise de conscience des incorruptibles que la politique mondiale relève non pas de la mégalomanie mais d'une nécessité incontournable³². Ainsi, ceux-là mêmes qui avaient dû se battre pour l'existence de la Nation -comme les Polonais- ont succombé aux affirmations d'un Cecil Rhodes selon lesquelles la Nation ne peut survivre qu'en « possédant le commerce du monde »³³.

Pour Arendt, l'impérialisme tire sa source intellectuelle dans « Leviathan » de Hobbes, un des seuls penseurs à avoir essayé de « déduire l'intérêt public d'intérêts privés »³⁴. Le grand Leviathan apparaît quand tous les hommes, collectivement, à travers un contrat, se soumettent à une société bourgeoise afin « d'être sauvés d'une effroyable situation de guerre de tous contre tous »³⁵. Ces considérations amenèrent Hannah Arendt à définir deux axiomes propres à la perception du monde de la bourgeoisie :

²⁸ Ignatieff, Michael: Das Beispiel von Arendt. Verleihung des Hannah-Arendt-Preises 2003.

²⁹ *Collateral damage* est le terme militaire employé pour décrire les dégâts causés par une action militaire aux alentours d'un objectif. Pendant la guerre du Kosovo, le porte-parole de l'OTAN, Jamie Shea, l'utilisa dans une périphrase euphémique pour désigner les civils morts et les blessés.

³⁰ Cf. Arendt, Hannah: *Elemente und Ursprünge totaler Herrschaft*, 8. ed., München 2001, p. 306.

³¹ Cf. Traverso, Enzo: *Totalitarismus. Vom Nutzen und Nachteil eines umkämpften Begriffs*, *Fantomas* No. 10, 2006, p. 10-13 (10).

³² Arendt, Hannah: *Elemente und Ursprünge totaler Herrschaft*, 8. ed., München 2001, p. 303 et suiv. Cette citation est tirée de la version allemande du texte de Arendt. Elle manque dans la version française.

³³ Cf. Arendt, Hannah: *Elemente und Ursprünge totaler Herrschaft*, 8. ed., München 2001, p. 304.

³⁴ Cf. Arendt, Hannah: *Elemente und Ursprünge totaler Herrschaft*, 8. ed., München 2001, p. 317.

³⁵ Cf.: Hobbes, Thomas: *Leviathan*, Stuttgart 1970, p. 151.

la réification des hommes et du pouvoir en tant que domination accumulée sur l'opinion publique³⁶. Arendt sanctionne la conception du pouvoir de Hobbes d'un jugement ravageur. Ce dernier définissait le pouvoir comme « l'ensemble des moyens mis en œuvre par tous pour s'approprier un bien »³⁷. Thomas Hobbes raillait la dignité de l'homme en écrivant que « sa valeur dépend comme pour toute chose, du jugement de l'acheteur et non de celui du vendeur »³⁸.

Curieusement, la critique de la réification capitaliste de l'homme de Arendt rejoint la critique de la bourgeoisie de Marx³⁹. Tous deux en tirent pourtant des conséquences différentes. Arendt s'intéresse au pouvoir qui peut donner une valeur à tout, le prix correspondant étant déterminé par la société à travers un échange général⁴⁰. afin que l'individu concerné en tire l'avantage le plus grand possible. Elle en déduit un relativisme radical et la domination monopolistique sur l'opinion publique.

Karl Marx utilise au contraire la citation de Hobbes pour analyser la valeur de la force de travail. La « valeur de la force de travail est déterminée par la valeur des objets de première nécessité, indispensables pour produire, développer, conserver et perpétuer la force de travail. »⁴¹ Il voit dans les luttes incessantes entre capital et travail l'effort du capitaliste pour optimiser son profit, son maximum n'étant « limité que par le minimum physiologique de salaire et le maximum physiologique de la journée de travail »⁴².

Mais la structure du capitalisme a changé depuis la publication du manifeste du parti communiste. Car « la bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production, ce qui veut dire les rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux »⁴³.

L'impérialisme promeut la finance qui crée des richesses en s'affranchissant toujours plus de la matière réelle. Les bénéfices ne dépendent plus de la production ou de l'échange de biens. Le commerçant a été remplacé par le financier. Le Léviathan de Hobbes s'est révélé d'autant plus désuet que le capital financier évoluait vers une pure spéculation financière. Les instruments de pouvoir politique des Etats ont suivi pour la première fois le chemin indiqué par l'argent exporté⁴⁴. Les intérêts des riches et ceux de la Nation ont également divergé avec l'export de la finance. Les instruments de la force de l'Etat ont ainsi été employés à préserver le capital investi.

Le philosophe juif polonais Zygmunt Bauman souligne que le capital financier –comme le Leviathan avant lui- n'a plus besoin aujourd'hui de l'Etat postmoderne pour renouveler la force de travail. Car avec l'impérialisme s'est aussi imposée l'idée que les profits et la compétitivité ne dépendent plus de la rentabilité de la production, mais uniquement des transactions financières. A mesure que l'impérialisme monte en puissance, le maintien des infrastructures sociales de l'Etat-nation visant à la reproduction de la force de travail deviennent un anachronisme. Le démentellement de l'Etat providence, trop coûteux, devient une priorité.

Cette évolution met en évidence une contradiction fondamentale entre la profitabilité et la légitimité dans les sociétés capitalistes. Comme Arendt, Beverly Silver, dans son analyse « Forces of Labor », part du constat que le système tente de trouver une solution à la crise de la profitabilité par une fuite dans le capital financier. Cela aboutit à la délocalisation des branches de production nécessitant beaucoup de travail vers les pays de la périphérie où les salaires sont moins élevés. Mais les

³⁶ Cf. Arendt, Hannah: *Elemente und Ursprünge totaler Herrschaft*, 8. ed., München 2001, p. 319. Cette citation est tirée de la version allemande du texte de Arendt. Elle manque dans la version française.

³⁷ Cf.: Hobbes, Thomas: *Leviathan*, Stuttgart 1970, p. 81.

³⁸ Cf. Hobbes, Thomas: *Leviathan*, Stuttgart 1970, p. 81.

³⁹ „Elle [la bourgeoisie] fait de la dignité personnelle une simple valeur d'échange; elle a substitué aux nombreuses libertés, si chèrement conquises, l'unique et impitoyable liberté du commerce.» Cf. Marx, Karl / Engels, Friedrich: *Manifest der Kommunistischen Partei*, Berlin 2004, p. 63.

⁴⁰ Cf. Arendt, Hannah: *Elemente und Ursprünge totaler Herrschaft*, 8. ed., München 2001, p. 319 f.

⁴¹ Marx, Karl: *Lohn, Preis, Profit*, MEW 16 (1962), p. 132.

⁴² Marx, Karl: *Lohn, Preis, Profit*, MEW 16 (1962), p. 149.

⁴³ Marx, Karl / Engels, Friedrich: *Manifest der Kommunistischen Partei*, MEW 6 (1959), p. 465.

⁴⁴ Cf. Arendt, Hannah: *Elemente und Ursprünge totaler Herrschaft*, 8. ed., München 2001, p. 308.

travailleurs locaux ne profiteront jamais des compromis de classe corporatistes des pays à hauts salaires situés les métropoles capitalistes.

Aujourd'hui on ne gaspille plus le pouvoir pour entretenir une administration territoriale onéreuse. Les guerres globalisantes sont les serrures électriques ouvrant des marchés et imposant leurs principes. Bauman considère dans « Ansichten der Postmoderne » (fr : « Points de vue de la modernité ») que le « marché libre » produit lui-même le contrôle social en déplaçant toujours plus les attentes des hommes de la production vers la consommation. Le regard des hommes est ainsi orienté grâce à un système de revendications et de récompenses, vers la quantité de récompense. Thomas Hobbes ne pensait pas autre chose en écrivant que « finalement, une peine prise à l'encontre d'un ennemi avéré, ne peut pas être qualifiée comme telle, parce que les ennemis ne sont pas des citoyens »⁴⁵.

Dans sa critique de la société de consommation, Bauman estime que l'on peut se passer d'un système de surveillance coûteux. L'idée de se savoir surveiller suffit à elle-seule pour amener les consommateurs à stabiliser le système plutôt qu'à le remettre en question. Seul celui qui ne consomme pas est opprimé. C'est pourquoi l'appartenance au précaire revêt une autre signification que dans le capitalisme classique. La liberté n'est qu'une liberté reposant sur la coercition sociale. Jamais les puissants ne l'ont considérée sous l'aspect des droits civiques. Car les protecteurs de l'idéologie dominante qu'est la liberté économique n'entendent par liberté que leur propre liberté d'action. Peu importe ce qu'ils font et comment ils le nomment, il s'agit de dérégulation du marché et de libéralisation. Les hommes ne sont qu'une ressource destinée au versant de contrôle et leurs actions ne peuvent être que des actions exclusivement autonomes.

Capitalisme périphérique et harmonisation par le bas

Les régions développées du monde où l'Etat se soustrait ses obligations sociales tout en continuant à exploiter la force de travail, sont de moins en moins nombreuses. Au contraire de ce qu'avait espéré Rosa Luxemburg, la capitalisation forcée du monde s'est enclenchée sans que le capitalisme ne s'effondre. Curieusement il a pu surmonter cette crise en construisant une périphérie et en précarisant la population dans les métropoles capitalistes, cette armée de réserve occupée à moindre coût voire sans contrepartie financière.

Comme la lumière à travers un prisme, les processus décrits peuvent être analysés avec les transformations sociales et politiques en Europe de l'Est.

Il serait exagéré de présenter la Pologne comme un pays impérialiste. Elle tient plutôt le rôle de chair à canon, comme la « force noire » constituée par Georges Clémenceau⁴⁶. L'expédition polonaise de 2003 rappelle ainsi l'envoi de légions polonaises à Napoléon Bonaparte à San Domingo en 1802. En réprimant la révolte des esclaves, les Polonais voulaient se faire bien voir de l'Empereur français et gagner quelque chose pour leur patrie⁴⁷. 200 ans plus tard, il ne s'agit plus de l'indépendance de la Pologne, mais de son rôle spécifique dans la périphérie capitaliste.

En s'associant à l'archipel de la torture de la CIA ou aux combats sur les champs de pétrole de Umm Qasr, la Pologne espérait obtenir un soutien à son économie ébréchée⁴⁸.

La protection du capital est pour Hannah Arendt la fonction normale de la politique extérieure de l'Etat-nation. C'est ce que l'on observe à travers la carrière du Premier ministre polonais Marek Belka⁴⁹. Belka débuta comme conseiller économique au conseil national de sécurité du président polonais Kwaniewski. En Novembre 2003, il fut nommé au rang d'ambassadeur, pour assurer les

⁴⁵ Hobbes, Thomas: Leviathan, Stuttgart 1970, p. 261.

⁴⁶ Cf. Arendt, Hannah: Elemente und Ursprünge totaler Herrschaft, 8. ed., München 2001, p. 304.

⁴⁷ A cette époque, la Pologne avait disparu des cartes de l'Europe jusqu'en 1918.

⁴⁸ Début mai 2003, le gouvernement polonais a transmis aux Etats-Unis une offre émanant de 300 entreprises polonaises intéressées par la „reconstruction“ de l'Irak.

⁴⁹ Auparavant, Marek Belka avait été deux fois ministre des finances (du 04.02.97 jusqu'au 17.10.97 et du 19.10.01 au 06.07.02), fonction qu'il cumulait avec celle de Vice-premier ministre. Il a été Premier ministre du 02.05.04 au 14.05.05 et du 11.06.05 au 31.10.05.

fonctions de directeur de la stratégie économique puis vice-président de l'autorité de coalition provisoire (CPA) en Irak⁵⁰. « Gouvernement de transition » après l'invasion contraire au droit international de l'Irak, la CPA était responsable de la restructuration de l'industrie pétrolière irakienne et de son ouverture arbitraire aux investisseurs étrangers. En contribuant à la privatisation/mise à disposition (ordre 39), Belka a enfreint la convention de la Hague de 1907 et la quatrième convention de Genève. De mai-juin 2003 à octobre 2003, il avait déjà dirigé le Conseil pour la coordination internationale à Bagdad (CIC)⁵¹.

L'expédition polonaise en Irak en 2003 ne s'accompagnait d'aucune façon de rêveries impérialistes du genre de celles de la « ligue maritime et coloniale »⁵². L'immense frénésie suscitée en Pologne par l'idée coloniale peu avant le début de la seconde guerre mondiale souligne clairement l'anachronisme historique⁵³. Alors que la Pologne rêvait en 1939 de Madagascar, l'Allemagne nazie préparait depuis longtemps déjà la colonisation de l'Est et l'esclavagisation de la population polonaise.

Le caractère tragique de l'histoire se manifeste aujourd'hui sous forme de farce, tandis que la Pologne, après la thérapie de choc néolibérale et la désindustrialisation des années 90, s'est vue rétrogradée à la périphérie des métropoles capitalistes. Malgré sa participation à l'invasion de l'Irak, la Pologne est elle-même destinataire de l'accumulation de capital excédentaire. Les centres capitalistes déterminent les standards technologiques, organisationnels et économiques. La périphérie dépend des métropoles, elle remplit leurs objectifs et avec son niveau de recherche limité, elle ne peut que copier les centres. Son unique avantage réside dans une force de travail bon marché. Rien de plus logique après l'entrée dans l'Union européenne, que la fuite des cerveaux et l'émigration des Polonais⁵⁴.

Avec le démentellement hâtif de ses infrastructures sociales, la Pologne est devenue un champs d'expérimentations sociales des métropoles. Mais le système d'abaissement salarial qui y a été testé, revient comme un boomerang pour un alignement par le bas dans les sociétés postindustrielles d'Europe de l'Ouest.

Zygmunt Bauman table sur un maintien des salaires à des niveaux élevés dans les sociétés de consommation, et ce malgré un démentellement de l'Etat social, en raison du maintien des coûts salariaux dans la périphérie à un niveau modeste. Pourtant, le fossé grandissant entre les riches et les pauvres n'est plus une caractéristique propre aux Etats en développement.

Le philosophe suisse Urs Marti analyse avec pertinence que la revendication de valeurs telles que la solidarité ou la citoyenneté « s'adressent plus à la conscience qu'à la raison et exigent moralement de l'humilité, de la modération, du sacrifice et du renoncement »⁵⁵. L'écho de ces appels retentit depuis longtemps dans les centres de pouvoirs du capitalisme.

Zygmunt Bauman voyait en l'année 1989 une chance gâchée de concrétiser une utopie. Et en même temps le mythe fondateur de l'identité des dirigeants actuels, qui ont construit un lien de causalité entre le chantier naval de Dantzig et la proclamation de la IV^{ème} République.

C'est aussi pourquoi la manipulation politique de l'histoire se trouve au centre du combat culturel anticommuniste du nouveau gouvernement polonais. L'objectif n'est pas seulement de légitimer ce

⁵⁰ Le 22 août 2003, Marek Belka avait déjà remplacé Peter McPherson au poste de directeur de la stratégie économique de l'autorité de coalition provisoire en Irak.

⁵¹ Voir:

<http://lists.state.gov/SCRIPTS/WA-USIAINFO.EXE?A2=ind0308d&L=usiraqpolicy&D=1&H=1&O=D&F=&S=&P=1710>

⁵² L'association de la „Liga Morska i Kolonialna“ (ligue maritime et coloniale) a été créée en 1930 pour promouvoir l'expansion polonaise en Afrique (comme par exemple l'acquisition de Madagascar par la France et du Mozambique par le Portugal). Ses origines remontent à la création de l'organisation „Polska Bandera“ (Drapeau Polonais) en 1918. En 1934, la ligue fit l'acquisition de la région brésilienne de Panama et y constitua la colonie polonaise „Morska Wola“. La même année, elle tenta de coloniser le Liberia.

⁵³ La ligue comptait un million de membres juste avant le déclenchement de la guerre. Voir aussi: Hunczak, Taras: Polish Colonial Ambitions in the Inter-War-Period, Slavic Review (1967), p. 648-656.

⁵⁴ Suivant les données, entre 300000 et deux millions de Polonais auraient émigrés.

⁵⁵ Marti, Urs: Demokratie. Das uneingelöste Versprechen, 2006 Zürich, p. 73.

dernier ou de certifier une filiation politique irréprochable, mais de court-circuiter la société ouverte en tant que symbole de la déchéance morale occidentale. La judiciarisation des figures de l'ennemi et de l'ami proposées par le juriste nazi Carl Schmitt et qui trouve à se concrétiser aujourd'hui avec la loi de lustration, ne vise pas autre chose. L'histoire devrait ainsi déterminer le présent et décider qui a le droit de prendre part à la vie publique et qui ne l'a pas.

Au cours de mes recherches en sociologie du droit portant sur la légitimité de l'envoi en Irak de troupes militaires polonaises, l'absence de pensée des cadres concernés s'est également fait jour. Aucun des conseillers du ministère des affaires étrangères, du ministère de la défense ni de la chancellerie du Président n'ont émis de doute sur la validité de l'intervention militaire du point de vue du droit international et du droit constitutionnel. Seul un conseiller du ministère des affaires étrangères s'est montré sceptique quant à la décision de la guerre, prise par deux personnes seulement au niveau de l'Etat. Le Parlement polonais n'y a pas été associé. Aucun ne se sentait co-responsable des conséquences de l'invasion. Ces entretiens renvoyent aux reportages d'Arendt sur le procès d'Eichmann. La banalité de la décision d'une guerre devient ici évidente.

Conclusion

La critique de l'impérialisme d'Arendt dévoilait depuis des années la philosophie bourgeoise et la banqueroute morale de la société capitaliste. Celle-ci percevait la recherche historique et l'analyse sociologique de l'impérialisme comme une connaissance historique. « Les constructions de relations sémantiques, qui peuvent devenir des causalités dans l'histoire, ne sont pas envisagées de façon systématique », écrivit Karl Jaspers dans une préface à son attention. « Cela tient à l'homme et non à une obscure fatalité, de voir ce qu'il adviendra de lui »⁵⁶.

⁵⁶ Préface de Karl Jaspers in: Arendt, Hannah: Elemente und Ursprünge totaler Herrschaft, 8. ed., München 2001, p. 12.